SOCLE
SOCIÉTÉ, CONFIANCE & LIBERTÉ

N°18 - octobre 2021

La confiance, socle des sociétés humaines

Pourquoi Socle ?

En un temps où les repères au sein des sociétés humaines s'estompent ou semblent voler en éclats, chacun s'accorde à reconnaître qu'il « faut recréer du lien social ».
Mais un tel impératif ne se décrète pas. Il naît du vécu et du réel, il s'affermit au fil du temps, au cœur de sociétés tout à la fois ouvertes sur le monde et ancrées dans leurs territoires. En ce sens, cette vertu (au sens romain de virtus*) qu'est la confiance s'impose en douceur, en tout temps et en tous lieux, comme le socle du bien commun.*
C'est pour y réfléchir avec vous, mois après mois, que nous engageons ici, avec des experts venant de tous les horizons, une réflexion de fond sur la crise de confiance que nous traversons.
Car pour que société puisse rimer avec liberté, il faut un socle solide qui se nomme confiance, qualité décidément éternelle et universelle.

Gens de Confiance



Michel Foucher : « Des forêts tropicales aux salons diplomatiques, la confiance est une et multiforme »

Agrégé de géographie, docteur en lettres et sciences humaines, Michel Foucher est un géopoliticien reconnu, spécialiste des frontières. Jeune, il parcourait les contrées les plus reculées de notre monde. Au fil des ans, Michel Foucher est devenu conseiller du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, directeur du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, ambassadeur de France en Lettonie... Belle synthèse d'un homme alliant l'expérience du terrain à la connaissance des arcanes de la diplomatie ! L'une des clés de sa réussite réside dans la place qu'il accorde à la confiance entre les êtres humains : « La confiance se gagne par l'écoute, par la valeur du questionnement et le recoupement des informations obtenues. La maîtrise des langues, l'ouverture à d'autres cultures mais aussi l'empathie sont les conditions préalables pour des échanges fructueux. »

Dans votre dernier livre,* Arpenter le monde – Mémoires d'un géographe politique *(Robert Laffont, 2021), vous racontez vos expériences à travers les 125 pays que vous avez parcourus. Quels enseignements en avez-vous tirés ? Comment tisser des liens avec des êtres humains sous des cieux où les us et coutumes diffèrent souvent des nôtres ?

Une curiosité pour les humains et leurs cadres de vie, géomorphologiques et sociaux, prolongeait la lecture des atlas et des récits d'aventure de l'enfance, avec le besoin d'aller vérifier sur le terrain ce que l'adolescent avait lu dans les livres. Recherche d'une vérité sans doute, et nécessité de nomadiser pour construire les étapes d'un parcours dont j'ignorais le terme professionnel et intellectuel.

La confiance se gagne par l'écoute, par la valeur du questionnement et le recoupement des informations obtenues. La maîtrise des langues, l'ouverture à d'autres cultures mais aussi l'empathie sont les conditions préalables pour des échanges fructueux. Il faut essayer de comprendre l'autre. Le chercheur, à la différence souvent du diplomate (voir plus loin), ne tend pas à imposer son point de vue. J'ai toujours préféré les entretiens de terrain aux audiences dans les bureaux anonymes détenteurs de statistiques – par ailleurs indispensables à la cartographie.

Ce qui m'a le plus appris dans ma formation de chercheur géographe fut de découvrir les traces, dans les territoires étudiés, des politiques conduites, notamment en Afrique anglophone et au Proche-Orient (Israël, Palestine mais aussi Liban). Comme j'ai pu l'écrire, l'apartheid se voyait d'avion, en observant les configurations foncières ségrégées d'Afrique du Sud. À partir de ces découvertes, je n'ai cessé de lier géographie et politique. Ce faisant, j'encourais le risque d'une mise à distance des êtres humains au profit de la compréhension des stratégies. Il me semble que j'y ai veillé en gardant le souci du terrain. Encore aujourd'hui, en cette période sédentaire où je conduis en France, pour le Quai d'Orsay, une réflexion sur l'Europe dans la perspective de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (premier semestre 2022), j'échange avec des acteurs de terrain – céréaliers, éleveurs et membres d'associations dans les territoires apprenants.

Vous avez eu un parcours professionnel aussi brillant qu'atypique ! Le jeune géographe qui parcourait à son début de carrière le Mato Grosso brésilien est devenu ensuite, non seulement ambassadeur de France, mais aussi conseiller du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine. Comment avez-vous vécu ce parcours de la jungle au Quai d'Orsay ?

Mon parcours n'est en effet pas linéaire et le croisement des expériences m'a permis de me sentir un peu « tous terrains », en conservant néanmoins le fil rouge de l'action comme horizon. Je n'aurais jamais pu consacrer ma vie à une unique tâche, en devenant le spécialiste d'un seul pays et d'une seule discipline. Ce passage n'a rien d'évident sur le plan administratif, surtout en France où l'appartenance à un corps doté d'un statut ne facilite pas la mobilité. Mais c'est l'expertise préalable des situations de crise, que la diplomatie doit traiter, qui permet une solution de continuité si on souhaite exercer des fonctions opérationnelles. C'était mon cas et l'occasion s'est présentée. Le fait que j'ai toujours eu, dès les années 1980, une conception active de la géographie, appliquée de la géopolitique, m'avait préparé à entrer au cabinet du ministre des Affaires étrangères ainsi qu'à diriger le Centre d'analyse et de prévision.

Dans la sphère diplomatique, la confiance n'est pas une donnée première : elle se gagne lorsque les mots sont suivis de faits

Les acquis de l'expertise indépendante permettaient de tirer le meilleur parti des analyses effectuées par les postes diplomatiques et les directions du Quai d'Orsay, animées le plus souvent par des personnalités compétentes et engagées. Cependant, la contradiction entre les deux approches éclatait parfois. Un seul exemple : le géographe attentif peut estimer que la perspective de création d'un État palestinien est non seulement lointaine mais également impossible, son assise territoriale se réduisant de semaine en semaine. Le diplomate s'en tient quant à lui à la ligne officielle des deux États et essaie d'entretenir une démarche dite de « processus de paix », tout en sachant qu'elle est incertaine. Il dépense donc énergie et persévérance pour maintenir une « position » qu'il sait pourtant fragile. C'est la différence entre le champ du savoir et le champ du pouvoir.

Tisser des liens de confiance sur le terrain est-il plus ou moins difficile que dans la sphère diplomatique ? La confiance est-elle de même nature dans des mondes si différents ?

Dans les travaux de recherche en géographie, l'objectif est de comprendre les dynamiques territoriales à l'œuvre : où ? quand ? pourquoi ? qui ? avec quels effets ? Il s'agit d'identifier les échelles pertinentes, les acteurs clés et les effets sociaux, économiques ou politiques des processus à l'étude. Au-delà de l'étude ou de la confection de cartes et de statistiques, l'essentiel du travail de recueil des données se réalise par des entretiens. Ce qui mérite le plus de vérification est l'analyse des conséquences possibles des processus en cours, que ce soit un front pionnier agricole (Amazonie), une réforme foncière (Zimbabwe), un changement radical de régime (Afrique du Sud après la négociation sur la fin de l'apartheid) ou une crise (Afghanistan).

Dans la sphère diplomatique, la confiance n'est pas une donnée première : elle se gagne lorsque les mots sont suivis de faits, que les accords conclus sont mis en œuvre. Pourquoi ? Parce que les États sont animés par la défense et la promotion de leurs intérêts, qui sont souvent contradictoires avec ceux des autres.

L'idéal est bien entendu de parvenir à des compromis. C'est le pain quotidien de la négociation européenne, car ce qui est concédé dans un domaine est compensé dans un autre, en fonction de la hiérarchie des intérêts. Mais cette pratique ne vaut qu'entre pays démocratiques de puissance équivalente. Ce qui importe surtout est de comprendre l'autre, même s'il s'agit d'un adversaire. Les crises stratégiques en Europe sont largement dues au fait que les intérêts de la puissance affaiblie après 1991 ont été balayés par la puissance dominante, américaine. En Irak, en 2003, les décideurs américains ont ignoré les avis des experts et des dirigeants plus au fait des suites inéluctables d'une invasion abattant le régime sunnite, avec les répercussions durables que l'on sait et que nous avons subies.

Le réseau diplomatique français est l'un des plus importants au monde. Y a-t-il eu à un moment donné une volonté de mailler le monde d'ambassades et de consulats ?

La France dispose en effet du troisième réseau diplomatique du monde, derrière les États-Unis et la Chine. Son budget est de 5,4 Mds€ en 2021, dont près de la moitié (46 %) consacrée à l'aide publique au développement. 13 500 emplois, dont 6 500 relevant de l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger, servent la diplomatie culturelle et d'influence. Un cinquième du budget (hors salaires) est consacré à l'action de la France en Europe et dans le monde, en incluant les contributions aux organisations internationales et aux opérations de maintien de la paix. Enfin, le programme dédié aux Français de l'étranger et aux affaires consulaires

inclut l'octroi de bourses. L'ampleur du réseau ne doit cependant pas masquer la faiblesse des moyens budgétaires. Le budget du département d'État américain était de 55 Mds$ en 2019 (en incluant l'USAID). Le budget du ministère chinois des Affaires étrangères était de 8 Mds$ en 2019 et croît de 15 % par an, tandis que celui de l'Allemagne est de 16 Mds$ et celui, en base annuelle, de l'Union européenne pour l'action extérieure est de 15,7 Mds$ (en plus de celui des 27 pays membres).

La place de la France dans les affaires internationales l'a en effet conduite à une présence quasi universelle. Ce fut la volonté du général de Gaulle, attaché à l'écho universel des idées françaises : sortir de la bipolarité des deux blocs, trouver des alliés. Elle est désormais plus réduite, avec une répartition stricte des moyens en quatre catégories. Les huit postes à missions élargies en format d'exception sont les suivants : Allemagne, Espagne, États-Unis, Italie, Madagascar, Maroc, Royaume-Uni, Sénégal. 29 postes sont à missions élargies : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Cameroun, Canada, Chine, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Kenya, Liban, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pologne, Russie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine. On compte 100 postes à missions prioritaires et 29 postes de présence.

Cette géographie différenciée décrit assez bien la perception des intérêts permanents de la France dans le monde, mais aussi la diminution constante des effectifs. C'est pourtant dans ce maillage que se nouent les alliances pour obtenir le vote des résolutions au Conseil de sécurité des Nations unies. Historiquement, les diplomates ont toujours suivi les conquérants et les marchands. Les consuls ont longtemps exercé une fonction diplomatique et commerciale, tout en jouant le rôle d'interface avec des pays et des cultures très différentes. La littérature en témoigne largement. De nos jours, les consuls sont occupés par la délivrance des visas et la protection des quelque 2,5 millions de ressortissants français. Mais dans les grands pays (États-Unis, Chine), les consulats fonctionnent également comme des lieux d'information de leurs ambassades. De fait, la confiance se travaille au quotidien… ■

REPÈRES
Michel Foucher



Né en 1946, tout à la fois géographe, diplomate et essayiste, Michel Foucher est titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH Paris). Après avoir été conseiller du ministre français des Affaires étrangères (1997-2002), envoyé spécial dans les Balkans et le Caucase (1999), il a dirigé le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (1999-2002). On le retrouve ensuite ambassadeur de France en Lettonie (2002-2006) puis ambassadeur en mission sur les questions européennes (2006-2007) et enfin expert de la division Paix et sécurité de la Commission de l'Union africaine (2007-2014). Il a également été directeur, de 2009 à 2013, de la formation, des études et de la recherche de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN, établissement placé sous la tutelle du Premier ministre) et professeur à l'École normale supérieure (Ulm, 2007-2009 et 2013-2014). Il est aujourd'hui commissaire de l'exposition « Frontières entre histoires et géographies » (château de La Roche-Guyon) et chargé du parcours cartographique de la francophonie de la Cité de la langue française (château de Villers-Cotterêts, 2022). Il est également conseiller du président de la Compagnie financière Jacques Cœur (depuis 2014).

Parmi ses ouvrages récents (dont beaucoup traduits à l'étranger), on peut citer *Frontières, entre histoires et géographies* (voir p. 4), *Le retour des frontières* (2e édition, 2020, CNRS Éditions), *Les frontières* (2020, CNRS Éditions), *Frontières d'Afrique, pour en finir avec un mythe* (2e édition, 2020, CNRS Éditions), etc.

Michel Foucher: "From tropical forests to diplomatic salons, trust is one and multi-faceted"

Associate professor of geography, PhD in arts and human sciences, Michel Foucher is a recognised geopolitician and a specialist on the subject of frontiers. As a young man, he traveled to the most remote regions of the planet. Over the years, Michel Foucher has become an advisor to the Minister of Foreign Affairs Hubert Védrine, director of the Centre for Analysis and Forecasting at the Quai d'Orsay, French ambassador to Latvia... A fine synthesis of a man who combines experience in the field with knowledge of the mysteries of diplomacy! One of the keys to his success lies in the importance he places on trust between people: "Trust is earned by listening, by the value of questioning and by cross-checking the information obtained."

EXTRAITS & RÉFÉRENCES

Les frontières ? Pas d'ouverture sans confiance

Depuis juin 2021, vous pilotez comme commissaire une fort belle exposition qui se tient au château de La Roche-Guyon, laquelle a pour thème « Frontières, entre histoires et géographies » (https://www.chateaudelarocheguyon.fr/show-item/exposition/). De fait, quand on observe votre parcours universitaire, on note que vous avez depuis l'origine été marqué par la thématique de la frontière. Votre thèse de doctorat portait déjà sur « Les frontières des États du tiers-monde » (Sorbonne, 1986). Puis vous vous êtes fait connaître du grand public avec *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique* (Fayard, 1988). Quels liens voyez-vous entre le concept de confiance et celui de frontière ?

La photographie que j'ai retenue pour l'affiche et le catalogue[1] de l'exposition « Frontières, entre histoires et géographies » a été prise par Valerio Vincenzo en 2012 et fait partie de son projet « *Borderline*, les frontières de la paix ». On y voit des enfants marcher sur une allée en bois vers la mer Baltique, entre les poteaux jaune et noir de l'Allemagne et rouge et blanc de la Pologne, dans l'île d'Usedom. Le message est clair : c'est vers ce type idéal de frontière ouverte mais démarquée qu'il convient de tendre, dès lors que la confiance entre les deux pays voisins, entre les deux sociétés l'autorise. Pas d'ouverture sans confiance permettant des accords de libre circulation.

Cette confiance est fragile s'il survient un évènement inattendu – pandémie ou menace sécuritaire. La plupart des frontières ont ainsi été fermées complètement ou partiellement au cours du second trimestre de 2020. 90 % de la population mondiale vivait alors dans des pays ayant décidé des restrictions de voyages et plus de la moitié de la population mondiale a été confinée. La mobilité familiale, migratoire, professionnelle, touristique et religieuse a partout été drastiquement réduite. 272 millions de travailleurs migrants ont cherché à rentrer dans leurs pays d'origine. Air India a organisé, à la demande du gouvernement central, un véritable pont aérien dénommé Vande Bharat, aux frais des usagers, en onze phases successives à partir de mai 2020, pour rapatrier plus de 4 millions de travailleurs de la péninsule arabique et de la diaspora d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie. Leur apport en remises monétaires était estimé à près de 78 milliards de dollars en 2019. L'impact sur les États et les régions d'origine est et sera donc considérable. La fermeture des enclaves espagnoles dans le Maroc septentrional a appauvri les populations vivant du commerce à la valise. En Europe, les 17 millions de citoyens européens vivant dans un autre pays ont subi les effets de la limitation de la libre circulation entre leur pays d'origine et leur pays d'accueil. Un cloisonnement généralisé du monde s'est donc installé, aux dépens de l'intense circulation humaine et matérielle, devenue l'un des attributs de la mondialisation.

Le géographe Jean Gottmann, inventeur du concept d'organisation de l'espace structuré par les flux de la circulation et les réseaux, proposait une lecture de l'espace géographique – qui pour lui coïncide avec l'espace politique – selon une dialectique entre le mouvement de cloisonnement du monde et celui de la circulation. La théorie du cloisonnement est le point central de sa démonstration : les compartiments délimités par des « cloisons », le plus souvent des frontières, sont reliés par les faits de circulation[2]. La circulation est un moteur de changement s'opposant à ce qu'il nomme « l'iconographie », système des symboles et des mythes de la communauté nationale. Les communautés humaines territorialisées sont structurées par un double impératif contradictoire : la recherche de la sécurité d'une part, qui dicte les modes d'organisation de l'espace et pousse à la fermeture, et l'exploitation des « opportunités » d'autre part, qui induit l'expansion, l'exploitation des potentiels et incite à l'ouverture.

Cette réaffirmation nécessaire des frontières pour enrayer la diffusion d'une pandémie planétaire laissera des traces en raison, non seulement, de son impact dans le réel (passeport sanitaire, moindre circulation à longue distance) mais également en tant que marqueur symbolique (recherche d'une moindre dépendance dans l'interdépendance, de plus de souveraineté ou, au minimum, d'autonomie).

[1] Éditions de l'œil et château de La Roche-Guyon, septembre 2021.

[2] Michel Foucher, compte rendu de lecture : *La politique des États et leur géographie* de Jean Gottmann (Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2007, 262 pages) in *Politique Étrangère* n°4/2007 (IFRI).

LE REGARD DE GENS DE CONFIANCE

La confiance, de la tribu à l'international

Quel que soit le cadre où a évolué Michel Foucher au cours d'un demi-siècle d'aventures exotiques ou diplomatiques, avec des tribus ancrées dans des territoires reculés aussi bien que dans les cénacles feutrés de l'Union européenne, le facteur humain demeure déterminant. *« Il faut essayer de comprendre l'autre »* nous dit-il. Il importe d'écouter, d'analyser, de faire remonter l'information et de la partager. C'est en se comprenant et en s'acceptant comme différents mais néanmoins complémentaires, que la confiance peut naître au fil du temps entre les êtres humains, aussi éloignés soient-ils.

Les organisations n'échappent pas à cette règle. Il est certes plus simple de se trouver en confiance au sein d'une communauté où chacun se connaît, que dans les sphères diplomatiques où les relations sont par définition plus complexes, puisque là entrent en compte les jeux de pouvoir. « *Dans la sphère diplomatique, la confiance n'est pas une donnée première* », confie Michel Foucher, ajoutant : *« Elle se gagne lorsque les mots sont suivis de faits, que les accords conclus sont mis en œuvre. »*

Chez GDC, la confiance accordée à autrui vaut si elle se trouve vérifiée dans les faits. D'où l'exigence qui est la nôtre d'un parrainage méticuleux, garantissant le fonctionnement harmonieux du réseau.

Enfin, Michel Foucher ouvre ici la voie à des réflexions que nous nous devons de conduire quant au développement du réseau GDC à l'international. Les 2,5 millions de ressortissants français déployés à l'étranger, évoqués à la fin de l'entretien en page 3, constituent un réseau encore méconnu, mais d'une grande richesse du fait de la diversité qu'il offre.

En un temps où les relations internationales sont en fortes turbulences, l'assurance de pouvoir compter sur un réseau de confiance s'étendant à l'échelle planétaire constitue un levier majeur pour notre développement. Et ce pour le plus grand profit de nous tous, membres GDC !

Ulric Le Grand
cofondateur de Gens de Confiance

La philosophie de Gens de Confiance

Individualisme exacerbé ? Délitement des structures traditionnelles d'entraide ? Oubli du respect d'autrui, et de la parole donnée ? De fait, les sociétés contemporaines s'interrogent sur leur devenir.
Ce constat a présidé à la naissance, en 2015, de Gens de Confiance, plateforme de petites annonces, basée sur la confiance et la courtoisie, ouverte à tous, sur recommandation. Ses petites annonces en font un laboratoire dans l'espace virtuel complexe qu'est internet. Par cette symbiose entre la technique et l'humain, GDC n'a pas la prétention de changer le monde, mais plus modestement de favoriser la renaissance de la confiance, ce lien subtil qui lie les uns aux autres au sein d'un réseau. GDC transpose ainsi, dans l'universalité du monde numérique, l'ancien système de connexions qui existait hier au sein du village. Cette démarche va bien au-delà d'un simple échange de biens et de services. Elle vise à recréer, très concrètement, du « lien social ». Via cette Lettre, nous entendons ainsi apporter notre contribution au débat public sur la renaissance de la confiance comme socle des sociétés humaines.

Gens de Confiance

SOCLE
Société, confiance & liberté

Une publication de Gens de Confiance
Directeur de la publication : Ulric Le Grand

CONTACT
ulric@gensdeconfiance.com
https://gensdeconfiance.com

N°ISSN : 2726-2499.